

# UNE CERTAINE *THE HISTOIRE* *ECONOMIST* DU LIBÉRALISME

Alexander Zevin

Daniel Zamora

Alexander Zevin explore l'histoire, parfois contradictoire, du libéralisme « réel » et celle de l'élaboration de sa propre conception du monde, développée dans un journal vieux de 175 ans.



## THE ECONOMIST N'EST PAS LA SEULE OU LA PLUS PURE EXPRESSION DU LIBÉRALISME, MAIS C'EST EFFECTIVEMENT CELLE QUI DOMINE.

**DANIEL ZAMORA.** Vous utilisez l'histoire de *The Economist* comme un prisme pour enquêter sur ce que vous avez appelé le «libéralisme réellement existant». Dans quel sens votre approche du libéralisme se distingue-t-elle d'autres approches, plus conventionnelles ?

**ALEXANDER ZEVIN.** On a beaucoup écrit sur le libéralisme, mais rarement dans une perspective véritablement historique et encore moins globale et comparative. Le libéralisme est généralement traité comme un corpus théorique aux contours flous, relié de près ou de loin à quelques principes abstraits de liberté, que l'on retrouve chez tel ou tel grand penseur. On le rattache souvent à des gens comme John Locke et Adam Smith. À partir de là, on lui associe toutes sortes de concepts (raison, tolérance, individualisme, laïcité, pluralisme, démocratie, égalité) pourtant bien éloignés de ce que tant de libéraux ont pu penser et dire réellement.

J'envisage les choses différemment. Cette histoire ne commence pas avec la théorie politique du 17<sup>e</sup> siècle ou la pensée économique du 18<sup>e</sup> siècle, mais à l'époque napoléonienne, lorsque les acteurs politiques d'Espagne et de France commencent à se qualifier de libéraux. Le

terme migre ensuite vers la Grande-Bretagne, où il se développe de manière inédite sur deux plans : les idées politiques de l'État de droit et des libertés civiles fusionnent avec les maximes économiques du libre-échange et des marchés libres dans les théories du «gouvernement limité». Le libéralisme y apparaît comme une force idéologico-organisationnelle plus puissante que n'importe où ailleurs en Europe.

*The Economist* est fondé à peu près à ce moment-là, en 1843. À la différence d'un penseur ou d'un thème particuliers, le magazine offre un compte rendu continu du libéralisme en action, occupé à résoudre trois défis : les exigences croissantes des travailleurs pour plus de démocratie, l'essor de la haute finance au sein de l'ordre capitaliste mondial et l'expansion des empires européens. Mon histoire tourne autour de ces questions. Il rejette donc toute conception généraliste des idées libérales, tout en restant souple et en tenant compte de la façon dont ces idées ont changé, se sont recombinaées et ont réagi à d'autres traditions et arguments. *The Economist* n'est pas la seule ou la plus pure expression du libéralisme, mais je soutiens que c'est effectivement celle qui domine, avec le plus d'impact au niveau mondial, depuis 175 ans.

**Vous semblez expliquer la position dominante unique de *The Economist* par le rôle spécifique que l'Angleterre a joué dans l'histoire du libéralisme.**

C'est un point essentiel. Dès le début, *The Economist* se tourne vers le premier

État capitaliste de la planète. Cela se reflète dans sa ligne éditoriale, avec une volonté implacable de mettre l'économie mondiale au centre de l'attention de ses lecteurs, notamment par la collecte, la mesure et la présentation sous forme de tableaux (souvent pour la première fois) de divers indices de prix, de commerce et d'actions, de rapports d'entreprises, de bulletins d'information, etc. C'est aussi une conséquence du fait que ses rédacteurs se trouvent au cœur de ce système mondial en plein essor, faisant la navette entre le centre économique de la City de Londres, les couloirs politico-administratifs de Westminster et de Whitehall, et les empires formels et informels.

James Wilson, le fabricant de chapeaux devenu économiste et qui a lancé *The Economist*, l'utilise comme un tremplin vers la politique et la finance de haut niveau : en quatre ans, il se retrouve au Parlement et monte rapidement en puissance, se retrouvant à l'India Board, au Trésor et à la commission du Commerce. En 1859, il est envoyé en Inde en tant que premier «Chancelier de l'Échiquier indien», chargé de concevoir une nouvelle structure fiscale pour le Raj britannique après la rébellion indienne de 1857. Au même moment, la Chartered Bank, qu'il a cofondée à Londres en 1852, ouvre des succursales dans toute l'Asie pour tirer les bénéfices de l'opium indien qui inonde alors la Chine.

Comme je le démontre dans le livre, le pouvoir croissant du capital financier n'a pas seulement été important dans tous les domaines mentionnés par les historiens de l'économie : il a servi de base

### Alexander Zevin



Alexander Zevin est historien à la City University of New York et membre du comité de rédaction de la *New Left Review*. Il est l'auteur de *Liberalism at Large: The World According to the Economist* (Verso, 2019).

à une politique libérale globale, littéralement à une vision du monde. Walter Bagehot, le célèbre banquier-éditorialiste, a parlé des «sommées incalculables» que Londres envoyait à l'étranger dans les années 1870 : «Jusqu'ici, aucune civilisation embryonnaire ou à l'arrêt n'a jamais disposé de moyens de cette ampleur. Quel en sera l'effet sur ces civilisations à l'avenir, aucun esprit non instruit ne peut le dire.» Bagehot a fait en sorte que *The Economist* analyse cette nouvelle réalité politico-économique et prescrive les politiques les mieux adaptées pour la soutenir et l'intensifier, tant au niveau national qu'international.

On perçoit clairement cette orientation dans sa manière de théoriser le rôle des banques centrales dans les politiques libérales : prêteuses en dernier recours, loin de toute «ingérence», et chargées de contrôler les crises géantes que ce capitalisme en expansion mondiale générerait déjà. On la retrouve aussi dans les analyses que fait Bagehot des systèmes constitutionnels libéraux les plus adaptés aux sociétés exposées à ces changements : la Grande-Bretagne, l'Amérique, la France et d'autres. Le besoin d'inspirer confiance aux investisseurs amène Bagehot à favoriser des cadres forts et des franchises restrictives, avec des variations locales répondant à ce qu'il appelle le «caractère national».

Cette façon de voir le monde est si courante aujourd'hui que nous la tenons pour acquise : la politique semble évoluer au sein du cadre fixé par la mobilité des capitaux. Lorsque l'Argentine peine à rémunérer les détenteurs d'obligations, lorsque la Réserve fédérale américaine augmente les taux d'intérêt, lorsqu'une coalition «populiste» prend le pouvoir en Italie, certaines questions se posent presque automatiquement : quelles réformes va entreprendre Buenos Aires ? Comment le flux de capitaux en provenance des marchés émergents va-t-il affecter leur croissance et leur stabilité ? Les plans de dépenses italiens sont-ils compatibles avec l'augmentation des écarts de taux des obligations italiennes ? Les réponses à ces questions sont politiques et c'est *The Economist* qui est le premier à les poser de cette manière...

**Le fondement même de *The Economist* est également étroitement lié au laisser-faire moderne.**

Il n'est pas exagéré de dire que *The Economist* a incarné l'exemple le plus théoriquement abouti (et le plus constant) de la pensée naissante du laisser-faire. J'essaie de reconstituer ce à quoi ressemblait à l'origine cette idéologie en la contextualisant et en présentant les auteurs qui s'en sont fait la voix dans les pages de *The Economist*. C'est important, car de nombreux récits minimisent ou ignorent cet élément de l'histoire du libéralisme, pour des raisons évidentes. Ce sont les méchants, tapis dans les notes de bas de page du Capital.

## LE BESOIN D'INSPIRER CONFIANCE AUX INVESTISSEURS AMÈNE LA RÉDACTION À FAVORISER DES CADRES FORTS ET DES FRANCHISES RESTRICTIVES.

J'essaie de les laisser s'exprimer, sans dire au lecteur qu'il devrait être horrifié.

*The Economist* défend l'idée d'un libre-échange rien moins que millénaire. Wilson a fait valoir que le libre-échange absolu entraînerait la fin du cycle commercial lui-même : chez nous, il pourrait à lui seul guérir «l'ignorance, la dépravation, l'immoralité et l'irrégion» et «la misère, la paupérisation et la faim»; à l'étranger, il «serait plus efficace que tout autre agent visible pour étendre la civilisation... oui, pour éteindre l'esclavage lui-même».

Dans ce registre providentialiste, *The Economist* s'oppose à presque toute «ingérence» dans le fonctionnement du marché comme s'il s'agissait là d'une intrusion dans le divin. Si le journal attaque certainement les protectionnistes du Parlement, engagés dans les lois sur le maïs ou les lois sur la navigation, il s'en prend à un autre groupe avec beaucoup plus de virulence encore : des hommes politiques et des écrivains qui, agissant par bienveillance, philanthropie ou charité (ces trois mots étant devenus des insultes dans les pages de *The Economist*), tentent d'atténuer les souffrances des classes inférieures. Les bonnes actions auraient des conséquences imprévues, presque

toujours diaboliques. Cela vaut tant pour l'État (qui entreprend une tâche «plutôt digne de Dieu que de l'homme» lorsqu'il s'agit de limiter la journée de travail) que pour les particuliers et les groupes.

Partant de là, *The Economist* s'oppose à presque toutes les lois proposant des réformes : la loi sur les chemins de fer, la loi sur les usines, la loi sur les dix heures de travail par jour, le Conseil de la santé («il y a un mal pire que le typhus ou le choléra ou l'eau impure, c'est l'imbécillité mentale»). Il condamne non seulement les appels à l'instruction publique mais aussi les écoles caritatives, non seulement les tentatives officielles d'embargo sur les produits dérivés de l'esclavage mais aussi les abolitionnistes (ces «véritables grands philanthropes»), et rejette ce que nous considérons aujourd'hui comme les lois fondamentales sur les sociétés, les banques, les brevets et les droits d'auteur. Le journal de Wilson joue un rôle clé dans l'élaboration de la réaction officielle à la famine irlandaise, dont les conséquences dévastatrices étaient à prévoir.

**Lénine avait l'habitude de soutenir qu'un journal prolétarien était aussi un moyen d'organiser et d'unifier la vision du monde de la classe ouvrière. Dans un certain sens, *The Economist* n'est-il pas la *Pravda* de la classe dirigeante anglo-américaine ? L'incarnation parfaite de la forme dominante du libéralisme ?**

Ce n'est pas une coïncidence si tant de marxistes ont lu *The Economist* (et que quelques-uns y ont même contribué). On a parfois l'impression de lire Marx dans un

**Daniel Zamora**



Daniel Zamora est professeur de sociologie à l'Université Libre de Bruxelles. Il vient de publier, avec Mitchell Dean, *Le dernier homme et la fin de la révolution. Foucault après mai 68* (Lux, 2019).

étrange jeu de miroirs : ce que Bagehot a salué comme le génie du système politique anglais (un cabinet, semblable à un «conseil d'administration», dirigeait la nation, derrière un écran de faste royal) n'est pas sans rappeler la description que fait Marx du régime parlementaire, en tant que comité exécutif de la bourgeoisie. Bien sûr, les opinions sont inversées.

Marx lisait lui-même attentivement *The Economist*, tant pour obtenir des informations sur les aventures du capital mondial que pour comprendre la vision du monde de ses dirigeants. Il l'appelait la tribune de «l'aristocratie de la finance» (donc, une puissante fraction de la classe dirigeante) et il l'a utilisé dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* pour montrer les manières illibérales avec lesquelles les libéraux ont réagi à la menace de l'instauration d'une démocratie populaire, en majorant le prix des fonds publics dès les premiers signes d'un coup d'État, pour écraser l'Assemblée nationale française. Lénine a également lu *The Economist*, un journal dont il dit, tout simplement, qu'il «parle au nom des millionnaires britanniques».

Il y a certainement des parallèles à faire avec la *Pravda*. Il y a aussi des différences. *The Economist* était sans doute (de

manière générale) un peu plus franc avec son lectorat fortuné. Le marxiste polonais Daniel Singer (l'inhabituel correspondant de *The Economist* à Paris en 1968) a un jour affirmé qu'avant l'explosion de sa diffusion dans les années 1980, on pouvait lire *The Economist* pour «entendre la bourgeoisie se parler à elle-même, et elle parlait parfois très franchement». C'est cela qui doit en partie refléter la différence entre la tâche d'organiser la vision du monde d'une classe dirigeante qui se défend elle-même, et celle d'une classe dont l'existence n'a pas encore trouvé d'expression politique cohérente, entre un journal dont la mission est de mobiliser pour le renversement du capitalisme, et un autre qui vise à le faire fonctionner sans heurts. Les socialistes pourraient-ils un jour produire un magazine comme *The Economist*? Serait-ce un signe de force s'ils le pouvaient ?

**Une partie importante de votre argumentation porte sur les liens entre le libéralisme et la guerre. On associe souvent le libre-échange et la paix. L'Union européenne en a fait son credo. Mais vous nous racontez une tout autre histoire. Celle des libéraux encourageant le libre marché «sous la menace des armes».**

C'est l'une des principales découvertes du livre. Non pas que l'impérialisme libéral ait existé. Cela, on le sait, tout au moins les spécialistes à l'esprit critique. Ce que je cherche à découvrir, c'est quand, où et comment l'impérialisme est devenu si central dans le courant dominant du libéralisme : un moment clé (un tournant) a été un débat épique entre James Wilson,

le fondateur de *The Economist*, et deux de ses compagnons d'armes libéraux, débat entamé pendant la guerre de Crimée.

Richard Cobden et John Bright sont deux noms parmi les plus célèbres associés à la lutte pour le libre-échange en Grande-Bretagne. Fabricants de textiles, ils étaient parmi les principaux membres de l'Anti-Corn Law League. La devise de Cobden (et celle de la League) était «Libre-échange, paix et bonne volonté entre nations», et ses propres écrits mettaient autant l'accent sur la prospérité qu'apporterait le libre-échange unilatéral que sur sa tendance à éradiquer la guerre.

Wilson a travaillé en étroite collaboration avec Cobden et Bright et, au début, son journal défendait tout autant qu'eux les liens entre libre-échange et paix. L'un de ses premiers articles appelait notamment à remplacer l'ensemble du corps diplomatique par des marchands froids et calculateurs. En 1854, cependant, *The Economist* rompt définitivement avec ce raisonnement : l'idée que le laisser-faire est synonyme de non-ingérence dans le pays et à l'étranger part en fumée. Qu'est-ce qui a mis le feu aux poudres ? Une série de conflits impériaux dans les années 1850, qui ont commencé en Crimée et se sont étendus à la seconde guerre de l'opium avec la Chine et à la répression de la rébellion indienne.

Wilson est alors membre du gouvernement. Il siège sur le banc du Trésor au Parlement et, en coulisses, organise les prêts et les impôts de guerre. Non seulement, *The Economist* justifie les guerres, mais attaque aussi violemment ceux qui, comme Cobden et Bright, s'y sont

## MARX LISAIT LUI-MÊME ATTENTIVEMENT THE ECONOMIST, TANT POUR OBTENIR DES INFORMATIONS SUR LES AVENTURES DU CAPITAL MONDIAL QUE POUR COMPRENDRE LA VISION DU MONDE DE SES DIRIGEANTS.

publiquement opposés, les qualifiant d'«outils du tsar» et d'«ennemis des institutions libres». Le journal conteste à présent l'idée que le libre-échange suffit à lui seul à mener à la paix. Voici désormais une «doctrine hideuse et superficielle» qui permet à la Russie de se déchaîner, qui permet à des «souverains barbares d'opprimer leurs sujets» et d'«intimider et diviser ses voisins plus faibles». Pour instaurer un monde de libre-échange commercial et de valeurs politiques libérales, on peut (et on doit) recourir à la force. «Nous pouvons regretter la guerre», entend-on alors que des navires britanniques bombardent Canton, «mais nous ne pouvons pas nier les énormes avantages qu'elle entraîne dans son sillage».

Pour Cobden, justifier ces guerres sur la base du libre-échange est un non-sens hypocrite : «des mots sans signification, de simples échos du passé». Il y voit aussi une trahison. Interrogé sur un numéro paru en 1855, qui appelait à étendre la guerre contre la Russie, Cobden répond : «Je ne lis jamais *The Economist*. Tout ce que je

voulais, c'était le lancer et j'ai cela sur la conscience.» Il ajoute qu'il «n'en souhaiterait même pas la lecture à un chien». Il en arrive même à poser un regard plutôt sombre sur «la grande classe capitaliste» qu'il a contribué à organiser, se demandant si sa richesse et ses velléités belliqueuses sont compatibles avec un «mouvement politique démocratique».

Pour être clair, un courant de libéralisme radical a bien continué à porter le flambeau d'un pacifisme cobdénite, mais, à partir des années 1850, cette position est demeurée inégale et minoritaire (bien moins marquée et moins percutante que la ligne adoptée, à quelques exceptions près, par *The Economist*).

**Il y a cependant eu une exception sous Francis Hirst, qui voyait l'impérialisme comme une menace pour le libéralisme et n'a pas hésité à publier les tribunes pacifistes de J.A. Hobson et Bertrand Russell dans le magazine.**

Francis Hirst est l'exception la plus étonnante à cette règle historique. Il est à l'origine d'une poussée de cobdénisme dans un journal qui avait pourtant tout fait pour expulser ces opinions du courant libéral dominant. En juillet et août 1914, Hirst soutient que la Grande-Bretagne doit rester neutre, faisant pression sur ses amis au sein du cabinet, se joignant à des comités de défense de la neutralité, bien que cela n'ait guère d'effet, compte tenu de l'énorme élan structurel et idéologique en faveur de la guerre.

De manière encore plus remarquable, une fois le conflit en cours, Hirst appelle

## THE ECONOMIST SOUTIENT ACTIVEMENT L'OTAN, TANT POUR SON CARACTÈRE PLUTÔT OFFENSIF QUE DÉFENSIF, AINSI QUE LE RÔLE CLÉ DU ROYAUME-UNI EN SON SEIN.

ardemment à une paix négociée et refuse de s'aligner derrière les bellicistes, comme l'ont fait beaucoup de ses amis libéraux. Il pense que la guerre sonne le glas du libéralisme, «assassiné» par un gouvernement libéral qui avait juré de le préserver, avec des droits de douane et des taxes suivis de censure et de conscription. Il tente également de faire comprendre le risque que représente la guerre pour l'hégémonie de la City et la «délicate architecture» de la finance mondiale. «La rue Lombard sera désertée avant la fin de l'année», déclare un Hirst désespéré à un jeune rédacteur en chef. Le conseil d'administration de *The Economist* ne tarde pas à paniquer et Hirst est licencié en 1916.

Si Hirst constitue bel et bien une exception, il n'échappe toutefois pas aux contradictions inhérentes au libéralisme dominant. La Première Guerre mondiale en met deux en évidence. Tout d'abord, Hirst défend le Nouveau libéralisme qui soutient que l'État peut jouer un rôle plus actif dans l'économie, en termes d'instruction, d'assurance sociale, etc. Mais Hirst a toujours insisté sur le fait que la «réforme sociale» nécessiterait plus que de nouveaux impôts. Les libéraux doivent

donc freiner l'impérialisme, trouver un accord avec l'Allemagne et réduire les dépenses consacrées à l'armement. La réalité du Nouveau libéralisme au pouvoir est cependant tout autre: si les libéraux ont atteint certains objectifs progressistes avant 1914, c'est en acceptant d'intensifier (et non de réduire) la course à l'armement avec l'Allemagne.

Deuxièmement, Hirst fait valoir que la finance a été un moteur de paix dans la période précédant 1914, dans la mesure où, plus le monde est financièrement interdépendant, plus la menace de guerre s'éloigne. Les investissements étrangers constituent donc des «otages de la paix». Outre Hirst, Hobson, Norman Angell et d'autres libéraux défendent cette thèse qui va cependant s'écrouler avec la Première Guerre mondiale. Mais bien avant que la guerre n'éclate, on retrouvait déjà dans *The Economist* nombre de contre-exemples à cette théorie, de l'Asie de l'Est (avec le Japon, qui ayant emprunté 84 millions de livres pour se tailler un empire, est le meilleur client de la City depuis le début du siècle) aux crises marocaines, plus proches de l'Europe. Les mouvements de capitaux étaient-ils alors des bombes à retardement, plutôt que des vecteurs de paix ?

**Dans un sens, *The Economist* a été un soutien très fiable aux guerres impérialistes mais aussi, aujourd'hui, à ses acteurs les plus importants tels que l'OTAN, une institution qu'aujourd'hui presque personne, même les libéraux de gauche, ne semble remettre en question.**

*The Economist* soutient activement l'Alliance atlantique, tant pour son caractère plutôt offensif que défensif, ainsi que le rôle clé du Royaume-Uni en son sein. De nombreux journalistes ont effectué une partie de leur formation ou débuté leur carrière dans les institutions qui la soutiennent, notamment grâce au Commonwealth (aujourd'hui Harkness) et à d'autres bourses, en passant du temps dans des universités américaines d'élite, des entreprises de Wall Street, etc.

C'est l'une des raisons pour lesquelles sa récente couverture sur Emmanuel Macron est si surprenante: le président français, assis sur son siège doré, déclare la «mort cérébrale» de l'OTAN, avec une Europe au «bord du gouffre». Qui aurait cru un jour lire cela dans *The Economist*! Si l'Europe ne se «réveille pas», prévient Macron, «nous ne serons plus maîtres de notre destin». Pourtant, que trouve-t-on dans l'article? Une ode au leadership américain en Europe (à qui l'on doit la victoire lors des deux guerres mondiales, l'UE, le maintien à distance de la Russie pendant la Guerre froide, l'unification allemande) mais malheureusement absent aujourd'hui avec les présidents Obama et Trump manquant à leurs devoirs en Syrie.

**L'autre sujet important de votre livre est la réponse du libéralisme à l'émergence de la démocratie. Pourquoi pensez-vous que *The Economist* nous offre de précieuses leçons historiques sur le lien entre libéralisme et démocratie? Comment en sommes-nous venus à considérer le «libéralisme» et la «démocratie» comme un couple idéal plutôt**

**que comme un antagonisme, et quel rôle *The Economist* a-t-il joué à cet égard ?**

Je ne suis pas le premier à souligner que le libéralisme et la démocratie sont deux concepts distincts et que le fait de les associer est aussi récent que périlleux. Comme l'a montré Duncan Bell, la catégorie de la «démocratie libérale» et son élévation au rang d'idéologie la plus authentique (ou la plus caractéristique) de l'Occident a pris son essor dans les années 1930, fournissant un puissant alibi aux États euro-atlantiques dans leur confrontation géopolitique et idéologique avec les «menaces totalitaires» de la gauche comme de la droite. La Guerre froide a renforcé cette dynamique: à l'exception des États communistes (qui se réclament également du label démocratique, mais non libéral), l'idée s'est enracinée en Occident dans les cours de science politique et d'histoire (avec des subventions bienvenues, notamment via le Congrès pour la liberté de la culture, soutenu sinon dirigé par la CIA).

En ce sens, on peut dire que le libéralisme serait une tradition inventée, mais l'idée qu'elle repose sur un noyau démocratique de base, ou qu'elle tend intrinsèquement à la réalisation de la démocratie, persiste. Pour les libéraux dont je parle dans mon livre, la démocratie est un problème auquel, au 19<sup>e</sup> siècle, il faut résister grâce à des restrictions de vote basées sur la propriété, l'instruction et l'État. Au 20<sup>e</sup> siècle, la pression de la classe ouvrière et les exigences de la guerre totale étant devenues trop puissantes pour y résister, il s'agit de la gérer et de

la contenir. Si de nouveaux mouvements démocratiques apparaissent à la suite de la crise actuelle (ce qui n'est pas du tout certain, étant donné la faible position structurelle de la main-d'œuvre dans un contexte de chômage record et de confinements partout dans le monde), les libéraux seront confrontés à des dilemmes similaires. Les historiens libéraux nous présentent leur propre philosophie de l'Histoire. Mais au lieu d'une progression graduelle (toujours moins inévitable) vers la démocratie, nous devrions parler d'une histoire de tensions, de résistances, de détours et de ruptures.

**L'histoire intellectuelle du néolibéralisme fait l'objet, ces dernières années, d'un intérêt croissant. Comment une revue comme *The Economist* voit-elle ce passage du libéralisme au néolibéralisme ?**

Il y a beaucoup à dire à ce sujet.

Tout d'abord, une précision sur le terrain historique. Une des choses qui m'ont frappé dans l'ouvrage de Quinn Slobodian, *The Globalists*, est que les préoccupations de ses néolibéraux «genevois» (comment construire l'économie mondiale après les empires, et l'isoler des exigences politiques au niveau de la nation) sont véritablement dans la continuité des préoccupations des libéraux précédents. Nous avons maintenant une compréhension beaucoup plus sophistiquée du néolibéralisme que celle qui le dépeignait comme hostile à l'État, au bien-être, à la famille, aux droits humains. Jessica Whyte, Ben Jackson, Keith Tribe, Melinda Cooper et

beaucoup d'autres ont fait un excellent travail sur ces sujets. Je pense cependant qu'il reste encore du travail intéressant à faire sur les rapports entre libéralisme et néolibéralisme. Mises, Hayek, les participants du Colloque Walter Lippmann : tous ont rejeté les «erreurs du laisser-faire», mais en ont ainsi façonné une certaine image intellectuelle qui leur convenait. Leurs batailles dans les années 1930 ne les ont pas seulement opposés aux planificateurs socialistes, mais aussi à d'autres libéraux, comme Keynes, et portaient donc sur le contrôle du libéralisme en tant que tradition intellectuelle.

Deuxièmement, à la fin des années 1980, *The Economist* se fait le chantre de la mondialisation néolibérale, dont il se définira même comme le «guide général». En fait, le journal a tardé à adopter le néolibéralisme, du moins dans sa forme monétariste. Je me souviens des batailles éditoriales qui ont éclaté à ce sujet dans les échanges avec Milton Friedman, qui a reproché à *The Economist* d'avoir soutenu une politique de revenus, mais aussi entre les rédacteurs de rubrique, pour savoir s'il fallait ou non soutenir Thatcher et Reagan. C'est un peu comme jeter un œil derrière les rideaux du «Great Moving Right Show» de Stuart Hall pour révéler les luttes au sein des luttes en vue d'établir une nouvelle hégémonie en réponse aux crises des années 1970. *The Economist* complique les deux facettes de cette histoire : à la fois l'avènement d'un consensus dit keynésien après 1945, et son effondrement dans le thatchérisme au tournant des années 1980.

**Peut-on en tirer des leçons sur l'impuissance du libéralisme face à ces succès populistes? Sur son incapacité à donner plus qu'une explication superficielle concernant Trump ou le Brexit ?**

Le libéralisme a peut-être été incapable de prévoir et d'expliquer ce qu'il appelle le populisme, comme en attestent les reportages sans intérêt sur le Brexit et Trump parus dans *The Economist* ou d'autres publications similaires. Rappelez-vous le *New York Times* avec son compteur de vitesse électoral délirant prédisant le triomphe de Clinton, ou le *Guardian* et ses tests de personnalité populistes fantaisistes. Si les médias se sont emparés de ce terme, c'est aussi, en partie, en raison de son imprécision : il leur permet, comme l'ont souligné Marco D'Eramo et Wolfgang Streeck, d'éviter toute distinction tranchée, pour défendre un étroit terrain central, sur lequel laisser subsister une forme émaciée de politique. Des mouvements très différents rejetant ce statu quo peuvent ainsi être qualifiés de simplistes, d'illusoire ou de dangereux.

Le centre libéral s'est cependant montré plus apte à contenir ces menaces, en partie grâce au pouvoir des institutions que les libéraux ont eux-mêmes créées, depuis les banques centrales et les géants des médias jusqu'aux organes de parti et aux organisations internationales. Au Royaume-Uni, le corbynisme a été désarmé et vaincu par de fausses accusations d'antisémitisme, faisant place à une opposition «conjuncturiste», c'est-à-dire atone. Aux États-Unis, Sanders a été écarté au profit d'un pion poussiéreux du

lobby des cartes de crédit, qui reste toutefois dans la course, à condition qu'il fasse profil bas. En Italie, Salvini n'est plus au gouvernement. Cela ne signifie pas que les libéraux ont trouvé une réponse, ou qu'ils ont fait davantage que reporter une crise beaucoup plus grave, bien qu'à des conditions moins favorables pour la gauche, et peut-être aussi pour eux-mêmes...

Cela ne signifie pas que les publications libérales ne sont pas conscientes de la nécessité de changement. En ce moment même, Mark Carney, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, s'exprime dans *The Economist* comme un Keynes des temps modernes, sur l'avenir économique de nos petits-enfants : la nécessité de nouvelles «valeurs publiques» pour remplacer celles déterminées par les prix et les marchés ; une «aide sociale et des soins médicaux» plus nombreux et de meilleure qualité ; une approche vigoureuse du changement climatique. Pourtant, les institutions libérales n'ont pas senti le besoin de céder aux forces sociales qui prônent ces changements. Au contraire, elles n'ont cessé d'attaquer les mouvements, les partis et les représentants qui ont tenté de les intégrer dans les programmes politiques. Gagner la bataille des idées ne suffira pas.

